



DU CERTIFICAT D'ETUDES SPECIALISÉES EN DROIT FISCAL



Structure de
formation

Faculté de Droit
et de Science
politique

Présentation

Certificat d'Études Spécialisées en Droit fiscal

Objectifs

- Programme lourd de perfectionnement et spécialisation en la matière après un cursus Master Professionnel Droit des Affaires.
- Méthode pédagogique reposant principalement sur le traitement de cas pratiques, fait par des universitaires et professionnels du droit.

Savoir-faire et compétences

Les enseignements sont assurés à 70% par des professionnels du Droit (juristes ou avocats).

Organisation

Contrôle des connaissances

- Examen oral avec une seule session.

- Préparation d'un cas pratique sur 1 heure et soutenance devant un jury composé d'un praticien et d'un universitaire durant 20 minutes.

L'obtention du diplôme suppose l'obtention d'une moyenne générale supérieure ou égale à 12/20 aux matières de cours.

Admission

Conditions d'admission

- Étudiants inscrits ou titulaires du Master 2ème année Juriste d'Affaires/DJCE
- Étudiants inscrits ou titulaires du Master 2ème année Droit du Commerce International

Public cible

Les Étudiants des Masters Juristes d'Affaires/DJCE et Droit du Commerce International.

Pré-requis obligatoires

Bon niveau en Droit fiscal

Pré-requis recommandés



Droit des affaires – Droit fiscal

Et après

Insertion professionnelle

- Cabinet d'avocats, département Fiscal
- Direction des Affaires fiscales des grandes entreprises, Direction juridique

Infos pratiques

Contacts

Responsable pédagogique

Jacques Raynard

✉ jacques.raynard@umontpellier.fr

Corinne Daigneau

☎ +33 4 34 43 30 11

✉ corinne.daigneau@umontpellier.fr

Lieu(x)

📍 Montpellier - Faculté de Droit et de Science politique

En savoir plus

www.cde-montpellier.com

🔗 <http://www.cde-montpellier.com/>



Programme

Organisation

Séminaire d'une journée (6 heures) :

- Evaluation de sociétés
- Cadre juridique et fiscal de la gestion du patrimoine
- Fusions et opérations assimilées
- L'abus de droit en matière fiscale
- L'intégration fiscale
- La réduction de capital
- La fiscalité des sociétés de personnes
- Les apports partiels d'actifs
- La dissolution de sociétés
- La fiscalité des LBO
- Le contrôle fiscal
- Le droit fiscal communautaire
- Arrêts de jurisprudence en matière communautaire
- Contentieux fiscal
- Fiscalité des donations
- Apport d'entreprise individuelle en société
- Fiscalité internationale
- TVA
- Fiscalité de la cession d'entreprise